



COMMISSION INCLUSION SOCIALE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE (CISDP) DE CGLU

Groupe « Inclusion sociale » de la CISDP¹

Déclaration de principes et importance des villes :

Nous pouvons partir des conclusions du rapport de UN-Habitat, *State of the World's Cities 2006/2007* (état des villes du monde) quant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et au développement urbain durable. Aux pages consacrées à l'Objectif 1, ce rapport énumère certains points illustrant le rôle essentiel que peuvent jouer les villes pour atteindre les OMD :

- Les villes peuvent être des catalyseurs de la réduction de la pauvreté ; elles génèrent l'abondance et ouvrent des perspectives économiques permettant d'atteindre les OMD.
- Les indices d'urbanisation sont liés aux niveaux de revenus et à la meilleure performance des indicateurs, dont la santé et l'instruction. Il est plus facile d'atteindre les OMD dans les villes. La croissance économique en milieu urbain, à son tour, fournit les bases permettant à chaque ville de contribuer à l'effort pour atteindre les OMD, particulièrement en ce qui concerne la réduction de la pauvreté.
- L'installation dans les villes dans des logements irréguliers est toujours le « premier pas » fait pour sortir de la pauvreté rurale. La pauvreté rurale se déplace vers la ville, où il existe plus de possibilités d'emploi et de meilleurs services de santé et d'éducation.
- Le lieu de la pauvreté se déplace des campagnes vers les villes. Les deux prochaines décennies verront grandir plus de 95 % de la population dans les zones urbaines des régions les plus pauvres du monde. Les villes deviendront ainsi au cours des prochaines années les principaux lieux de concentration de la pauvreté.
- La malnutrition, la faim et les maladies sont de plus en plus fréquentes dans les bidonvilles, particulièrement dans les pays en développement. La faim dans les villes étant directement liée aux revenus (plutôt qu'à la productivité agricole), les urbains pauvres sont plus susceptibles de souffrir d'une faim liée aux revenus que les ruraux pauvres.

Le concept d'exclusion et les politiques d'inclusion sociale

On considère aujourd'hui que les inégalités sociales ne doivent plus être évaluées uniquement en fonction de critères économiques, bien que ces derniers soient

¹ Ce document a été rédigé par la Ville de Barcelone avec le secrétariat technico-exécutif du FAL et de la CISDP avec le soutien du groupe « Inclusion sociale » de la CISDP, dont font partie le Conseil général de Seine-Saint-Denis, Santa Coloma de Gramanet et Guarulhos.

toujours essentiels d'un point de vue politique aussi bien qu'en termes d'analyse. Il existe ainsi d'autres facteurs que le concept traditionnel de pauvreté n'est pas à même d'embrasser, tels que : la précarité de l'emploi, les carences d'apprentissage, le handicap et la dépendance, la surcharge de tâches domestiques et les discriminations sexuelles de toute nature, l'affaiblissement des relations communautaires, la rupture des liens affectifs, ou encore les fractures entre les citoyens pour des raisons ethnoculturelles.

L'exclusion pourrait par exemple être définie comme étant **le processus par lequel des personnes et des groupes spécifiques voient systématiquement bloqué leur accès à des emplois qui leur garantiraient une subsistance autonome au sein de niveaux sociaux déterminés par les institutions et par les valeurs dominantes dans un contexte donné**².

Cette définition montre bien la réalité plurielle, dynamique et évolutive de l'exclusion sociale. Ainsi, les situations d'exclusion peuvent entre autres varier en fonction de l'éducation, des données démographiques, des préjugés sociaux, des pratiques d'entreprise, des politiques publiques. Cette définition englobe une grande diversité de facteurs d'explication – sexe, âge, origine ethnique, handicap, type de foyer, classe sociale – qui reflètent la grande complexité de la structure sociale contemporaine. Il faut également tenir compte, de façon multidimensionnelle, de l'échec scolaire, de la précarité de l'emploi, de la fragilité des liens affectifs, des mauvaises conditions de logement et de la fréquence des maladies, qui constituent des situations qui ont souvent tendance à se cumuler dans le parcours des personnes qui en souffrent.

Relativement à ce thème, nous souhaitons aborder non seulement la question de l'exclusion sociale mais aussi les politiques d'inclusion sociale, ce qui nous conduira à nous demander ce que serait une société inclusive. Nous pouvons affirmer que l'épanouissement des individus dépend de leur pleine participation à trois aspects essentiels de la dynamique sociale :

- **L'espace économique et de revenu**, qui implique un lien à l'emploi et à l'ensemble des tâches utiles socialement, et de bénéficier de la redistribution mise en œuvre par les pouvoirs publics ;
- **L'espace politique et de la citoyenneté**, qui suppose une capacité de participation politique et un accès réel aux droits sociaux ;
- **L'espace relationnel et des liens**, étroitement lié aux relations de réciprocité inhérentes à la famille et aux réseaux sociaux de type communautaire.

Nous pourrions citer une gamme de politiques publiques inclusives³ ; il s'agit de politiques

1. d'universalisation des services sociaux et de garantie d'un revenu minimum ;
2. de qualité de l'emploi, contre l'exclusion du marché du travail ;
3. de promotion du logement social et de réhabilitation intégrale de quartiers ;
4. socio-sanitaires intégrales et préventives ;
5. éducatives, communautaires et intégrales, luttant contre la fracture numérique ;
6. de citoyenneté et d'interculturalité ;
7. pour l'égalité entre les sexes ;
8. tenant compte des cycles de vie : enfance, adolescence et personnes âgées vulnérables ;
9. de promotion de réseaux communautaires engagés dans l'action sociale.

² Castells, Manuel (1998), *La era de la información. Economía, sociedad y cultura*, vol. 3. Madrid : Alianza Editorial (éd. orig. 1997), pp. 97 à 99. Pour un point de vue plus complet : Instituto de Gobierno y Políticas Públicas de la Universidad Autónoma de Barcelona (2003), *Un paso más hacia la Inclusión Social*, Madrid, Ed. Plataforma de ONGs de Acción Social ; et Subirats, Joan (sous la direction de) (2004), *Pobresa i exclusió social. Una anàlisi de la realitat espanyola i europea*, Barcelone, Fundació La Caixa.

³ Subirats (2004), p. 146.

Propositions d'axes thématiques

Pour mettre en œuvre ces politiques, nous pourrions, dans le cadre de CISDP, travailler autour de ces axes thématiques :

- **Conception intégrée des politiques sociales** : cela exige de partir d'une vision holistique des problèmes sociaux.
- **Transversalité dans l'articulation des réponses** : il faut donc en finir avec la compartimentation des divers agents qui travaillent en contact avec le public, qu'il s'agisse ou non d'agents de l'Administration publique. Il est nécessaire que la santé, l'éducation, l'assistance sociale, l'enfance et la jeunesse, etc., soient des thèmes traités de façon coordonnée au sein de l'Administration, afin que les politiques sociales aient plus d'impact.
- **Participation des bénéficiaires** : cela implique que toute politique d'inclusion doit être menée par les différents agents sociaux et les autres acteurs concernés de façon à permettre une implication citoyenne authentique répondant aux réquisits d'une société inclusive. Cela est particulièrement nécessaire si nous tenons compte du fait que les personnes exclues ne constituent pas un collectif unifié bénéficiant d'une protection politique, pouvant se mobiliser pour revendiquer toutes sortes de biens ou de droits.
- **Articulation institutionnelle** : pouvoir coordonner les politiques nationales, régionales et locales dans la lutte contre la faim et la pauvreté.
- **Lutte contre la faim et la pauvreté** : conformément à l'Objectif 1 des OMD et à ses cibles, à savoir réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.
- **Protection des services publics dans les villes** : il s'agit d'un principe visant à faire bénéficier la majorité de la population de ces services.

Activités réalisées

Organisation de forums / séminaires / rencontres / conférences

VI^e FAL à Caracas : janvier 2006 (www.fal-caracas2006.org)

- 2^e réunion de la CISDP à Nanterre : mars 2006
- Réunion à Montevideo, en avril, autour du projet « Cités et citoyens pour l'inclusion sociale »
- Séminaire du FAL et de la CISDP avec l'AITEC, dans le cadre d'Africités, sur le Forum des autorités locales et les politiques d'inclusion sociale, septembre 2006

Échange d'expériences / formation / apprentissage

- Projet A du réseau n° 10 du programme URB-AL : méthodes et outils pour la construction d'observatoires de l'inclusion sociale

- Projet B issu du projet A du réseau n° 10 du programme URB-AL – Lutte contre la pauvreté urbaine – baptisé « Cités et citoyens pour l'inclusion sociale »
- Atelier réalisé lors du FAL de Caracas sur l'inclusion sociale

Production de connaissances : recherches, production de manuels et d'outils de travail, publications

- Compte rendu du IV^e FAL
- Document final du projet A d'URBAL : sept expériences d'inclusion sociale (Barcelone, Buenos Aires, Montevideo, Porto Alegre, Saint-Denis, Sao Paulo et FAMSÍ)

Programme de travail

Novembre 2006

- 3^e réunion de la CISDP : 1^{er} novembre 2006 à Marrakech

Janvier 2007

- VII^e FAL : 24 janvier 2007 à Nairobi

Mai/juin 2007

- Séminaire à Montevideo sur le projet B du programme URBAL : Cités et citoyens pour l'inclusion sociale

Octobre 2007

- Congrès mondial de CGLU : du 28 a 31 octobre 2007

Thèmes à discuter:

- Élaborer des concepts
- Créer des banques de données relatives aux expériences, rassembler la documentation existante et la rendre disponible sur Internet
- Décider du mode de travail au sein de CGLU et avec le GT sur les Objectifs du Millénaire de CGLU, afin d'approfondir le travail sur l'Objectif 1 des OMD relatif à la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim
- Définir une stratégie de travail et prévoir un séminaire thématique avec Montevideo, qui coordonne le projet B URBAL : Cités et citoyens pour l'inclusion sociale
- Participation a le Congres Mondial de Jeju